TUNISIE

Trois soldats tués dans une attaque terroriste

Trois soldats tunisiens ont été tués hier matin dans une explosion provoquée par des «éléments terroristes» au mont Sammama (centre-ouest), considéré comme un des principaux maquis islamistes du pays, a indiqué le porte-parole du ministère de la Défense, Belhassen Oueslati.

«Des éléments terroristes ont attaqué à l'aide d'une importante quantité d'explosifs une patrouille militaire qui assurait la sécurité d'ouvriers de chantier», a déclaré à la radio Mosaïque FM M. Oueslati.

L'explosion a fait parmi les soldats «trois martyrs ainsi que sept blessés», a-t-il ajouté, précisant que les ouvriers — qui travaillaient au goudronnage d'une route — avaient été évacués «sains et saufs». «Nous sommes sûrs que nos forces ont atteint mortellement deux terroristes», a encore relevé Belhassen Oueslati, notant toutefois que les corps avaient été emportés.

Des sources sécuritaires avaient auparavant indiqué à un correspondant de l'AFP que trois soldats avaient été tués et au moins six autres blessés dans une «attaque terroriste», sans plus de précisions.

Des médias locaux avaient eux rapporté que l'explosion s'était produite au passage d'un véhicule de l'armée, lors d'une opération de ratissage.

Ces décès interviennent le jour de l'entrée en fonction du gouvernement d'union, qui a fait de «la lutte contre le terrorisme» l'une de ses priorités.

La Tunisie est confrontée depuis sa révolution de 2011 à une progression d'une mouvance terroriste islamiste responsable de la mort de plusieurs dizaines de policiers, de militaires mais aussi de civils et de 59 touristes étrangers en 2015.

Les forces de sécurité et l'armée traquent les groupes terroristes retranchés dans les zones montagneuses, notamment aux monts Chaambi et Sammama, considérés comme leurs principaux repaires, notamment de la Phalange Okba Ibn Nafaâ, groupe lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Fin juillet, un militaire a été tué dans l'explosion d'une mine dans le centre-ouest de la Tunisie. Quelques jours plus tard, deux terroristes avaient été abattus lors d'opérations de ratissage près de Jendouba, près de la frontière algérienne.

Photos : DR

L'armée tunisienne traque les terroristes dans les zones montagneuses.

PAKISTAN

La Cour suprême valide des condamnations à mort contestées

La Cour suprême du Pakistan a confirmé en appel lundi les peines de mort infligées à seize civils jugés pour terrorisme par des tribunaux militaires «contestés», rapportent des médias.

Dans leurs appels, les condamnés avaient pointé du doigt le manque de transparence et de respect des procédures par ces tribunaux créés il y a un an et demi.

Les familles des accusés avaient déploré que leurs proches disparaissent, sans être informées de leur sort. Ce n'est que plus tard qu'elles apprenaient — souvent par les médias — qu'un fils ou un oncle avait été jugé et condamné pour terrorisme, et risquait d'être exécuté. Mais un panel de cinq juges de la Cour suprême, présidé par le juge en chef Anwar Zaheer Jamali, a estimé que les requérants n'étaient pas parvenus à prouver que les tribunaux militaires avaient violé certains de leurs droits constitutionnels ou manqué à certaines procédures.

Ces tribunaux ont été créés «dans des circonstances exceptionnelles», souligne la décision, pour juger exactement le type de faits pour lesquels les accusés sont mis en examen.

Le Pakistan a rétabli la peine de mort et constitué des tribunaux militaires en réaction à l'attentat le plus meurtrier de son histoire: une attaque des talibans contre une école du nord-ouest du pays en décembre 2014.

L'assaut avait fait plus de 150 morts, en majorité des élèves.

Les 11 tribunaux militaires ont jugé 128 personnes dont 104 ont été condamnées, selon un bilan établi par l'ONG International Commission of Jurists (ICJ). Seuls quatre ont échappé à la peine de mort, écopant d'une peine de prison à vie.

Les défenseurs des droits de l'Homme réclament une plus grande transparence, soulignant que ces tribunaux ne respectent même pas les normes très minimales des tribunaux militaires ailleurs dans le monde.

BRÉSIL

Dilma Rousseff dénonce un «coup d'Etat» à son procès en destitution

La présidente du Brésil Dilma Rousseff a dénoncé lundi un «coup d'Etat», se disant victime d'un procès «injuste et arbitraire», dans une plaidoirie de la dernière chance devant le Sénat avant sa probable destitution mardi ou mercredi.

«Je viens pour vous regarder dans les yeux, messieurs les sénateurs, et dire que je n'ai commis aucun crime de responsabilité, je n'ai pas commis les crimes pour lesquels je suis jugée injustement et arbitrairement accusée», a déclaré la dirigeante de gauche, l'air sombre face à l'hémicycle.

Vêtue d'une jupe noire et d'une veste grise ornée de fleurs brodées, Mme Rousseff a fustigé «un coup d'Etat pour élire indirectement un gouvernement usurpateur» et rappelé qu'elle avait été élue par 54 millions de Brésiliens.

«Nous sommes à un pas d'une grave rupture institutionnelle, de la concrétisation d'un authentique coup d'Etat», a-t-elle lancé sur un ton combatif «Votez contre l'impeachment, votez pour la démocratie», a conclu Mme Rousseff, au terme d'un plaidoyer de 30 minutes.

A son arrivée vers 12H00 GMT, elle avait été accueillie par plusieurs centaines de ses partisans qui scandaient «Dilma, guerrière de la patrie brésilienne !» avec des pancartes du Parti des travailleurs (PT) et des fleurs à lui remettre en guise d'encouragement.

«Je suis venu pour défendre nos droits, les droits que les putschistes veulent nous arracher. Tout ça, c'est une farce, un complot de la droite», a témoigné l'un d'eux, Luis Saraiva, employé d'un commerce de 43 ans.

Même si tous les pronostics lui sont défavorables, l'ex-guérillera de 68 ans, emprisonnée et torturée sous la dictature militaire (1964-1985), est venue à ce rendez-vous historique «décidée, préparée pour la bataille», a déclaré aux journalistes le député Silvio Costa (PT do B, parti allié du PT).

Pour affronter les sénateurs, dont plus des deux tiers requis sont favorables à l'«impeachment» selon les comptages des médias, elle était accompagnée de son mentor politique, l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), du célèbre chanteur-compositeur engagé à gauche Chico Buarque, et d'une douzaine d'anciens ministres.

Depuis des mois, la première femme élue à la tête du Brésil en 2010 clame son innocence et dénonce un complot ourdi par le principal bénéficiaire de la manoeuvre : son ancien vice-président devenu rival, Michel Temer (PMDB, centre droit), 75 ans.

M. Temer assure l'intérim depuis sa suspension le 12 mai par un vote de plus des deux tiers des sénateurs. Si Mme Rousseff est destituée, il assumera officiellement la présidence jusqu'à la fin de son mandat et les prochaines élections présidentielle et législatives fin 2018.

A l'issue de son discours, Mme Rousseff a accepté les questions des parlementaires, dont plus de la moitié sont soupçonnés de corruption ou visés par une enquête.

Devaient suivre de longs débats et le vote final, attendu mardi ou mercredi. Un «oui»des deux tiers des sénateurs — 54 sur 81 — est requis pour prononcer la destitution.

Si Mme Rousseff est écartée du pouvoir, elle ne pourra plus occuper de fonctions publiques pendant huit ans. Si elle est innocentée, cette économiste dont la popularité stagne à 13% retrouvera son mandat.

Dans une ambiance souvent houleuse, les sénateurs ont débattu depuis jeudi, sous la direction du président du Tribunal suprême fédéral (STF) Ricardo Lewandowski, sur le «crime de responsabilité» reproché à la présidente : le maquillage des comptes publics pour dissimuler l'ampleur du déficit et l'approbation de décrets engageant des dépenses sans l'approbation du Parlement. Elle a commis «la plus importante fraude fiscale de l'histoire du pays», a clamé le sénateur Cassio Cunha Lima (PSDB-PB, droite). «Il n'y a rien d'illégal» dans ces agissements, a rétorqué l'ex-ministre de l'Economie Nelson Barbosa, entendu comme témoin.

Dilma Rousseff.

Tous ses prédécesseurs ont eu recours à ces pratiques, sans être inquiétés. Mais alors que la première économie d'Amérique latine traverse une récession historique, avec 11 millions d'habitants au chômage et un déficit budgétaire de plus de 45 milliards de dollars, le climat politique s'est brutalement tendu.

La grogne sociale s'est envenimée avec le méga-scandale de corruption au sein du géant étatique pétrolier Petrobras, qui éclabousse tout autant le PT que le parti de M. Temer et la majeure partie de l'élite politique. Et même l'étoile de Lula, un temps pressenti pour une nouvelle candidature en 2018, a pâli : l'emblématique ex-ouvrier devenu président a été inculpé de tentative d'entrave à la justice, corruption passive et blanchiment d'argent dans l'affaire Petrobras. Tout aussi impopulaire que sa rivale, Michel Temer hériterait si elle est destituée d'un pays terni par la crise et la corruption. Dès mardi ou mercredi, il s'envolera en Chine pour un sommet du G20 où il compte bien redorer le blason du géant latino-américain.